

MERCREDI 5 AVRIL 2000

Rebondals

Le pays n'«oublie» pas le nazisme, même si l'impact du souvenir reste trouble. Contradictaires mémoires d'Autriche

par DANNY LEDER

«**M**anque de travail de mémoire» et «dénazification insuffisantes» sont les idées maitresses qui se dégagent du débat français sur la coalition droite/extrême droite en Autriche. Mais cette approche qui tend à opposer à l'Autriche oubliée l'exemple de l'Allemagne assumant sa responsabilité paraît dépassée et inexacte. Si la percée de Jörg Haider est basée sur une multitude de facteurs déjà amplement décrits (charisme, campagnes xénophobes, trop longue domination commune du centre-gauche et centre droit), le rapport au passé nazi a pour le moins joué un rôle sous-jacent. Les représentants du nouveau gouvernement autrichien s'emploient bien sûr à minorer l'impact de cette question. Haider lui-même, quand il le juge opportun, notamment à l'étranger (par exemple lors de sa conférence de presse en octobre 1999 à Paris), se plaît à souligner qu'une grande partie de son électorat est trop jeune

pour être suspecté d'affinités avec le nazisme. D'ailleurs les principales déclarations de Haider mettant en valeur des éléments du nazisme («la politique de l'emploi correcte», «la Waffen SS honorables»), remontent à la période d'avant 1996 et ont été à chaque fois perpétrées dans un cadre semi-politique ou présentées sous forme de dérapages spontanés, suivis de vagues excuses. Néanmoins, ces prises de positions n'ont jamais cessé de peser dans le débat public puisque les adversaires de Haider continuent à s'y réitérer. Haider se contente alors de rebondir sur des sujets adjacents: ainsi il s'est fait une spécialité de parler aux demandes de restitution de familles juives spoliées à l'indemnisation des travailleurs forcés par l'exigence d'une indemnisation des Sudètes (les Allemands chassés de Tchécoslovaquie) et des prisonniers de guerre allemands ou autrichiens. Sous-entendu: l'œuvre de destruction nazie, et notamment l'extermination des juifs, feraient partie d'un échange de mauvais

procédés dont chaque «côté» aurait eu à souffrir. Mais l'importance de la polémique sur le passé nazi découle surtout de l'inspection historique, sincère et massive, effectuée depuis une dizaine d'années par de nombreux médias autrichiens, appuyés par de nouvelles générations de chercheurs et enseignants. Le détonateur de ce processus avait été la crise autour de Kurt Waldheim, l'ancien Président autrichien (1986-1992) qui avait caché ses faits d'armes en tant qu'officier de l'armée nazie dans les Balkans. Mais au-delà, c'est l'émergence d'une nouvelle couche moyenne, urbaine, cultivée et vigoureusement antiraciste qui a propulsé en avant le «travail de mémoire». L'Autriche a ainsi rattrapé une grande partie de son retard en la matière par rapport à l'Allemagne, si bien qu'on peut parler d'une synchronisation du débat dans les deux pays. Le dernier événement phare a été une exposition partie de

Hambourg, et faisant le tour des principales villes à la fois allemandes et autrichiennes. Elle illustrait l'implication de la «Wehrmacht», c'est-à-dire l'armée allemande, dans le massacre des populations civiles. L'un des derniers tabous a ainsi été mis à mal, le mythe de la «Wehrmacht propre» en comparaison avec les SS ou la Gestapo. C'est dans ce contexte qu'une partie de la population se sent acculée. Un pan entier de sa mémoire identitaire, non «refoullée» mais entretenu à l'abri des regards de l'étranger, est visé: les souvenirs de guerre des anciens, à la fois douloureux et valorisants. Le régime nazi, et notamment Hitler, ne sont pas exempts de critiques tactiques («il a mené ses troupes à la perte, en déclenchant trop de batailles à la fois»), mais l'idée d'avoir «servi la patrie» face à des adversaires malveillants prévaut. La preuve: les rares déserteurs ou dissidents ne sont pas admis sur les monuments aux morts des villages, leurs familles ont souvent honte pour eux. La fin de la guerre est communément désignée comme «défaite» et non comme libération. D'ailleurs, l'empreinte laissée par le nazisme en Autriche n'est pas déchiffrable à partir de l'expérience française de la collaboration. Celle-ci signifiait la soumission aux exigences d'un conquérant, même si de nombreux acteurs de la société française s'y pliaient avec diligence, y trouvaient leur compte et – à travers le régime pétainiste – une certaine concordance d'idées mûries déjà antérieurement. Par contre, l'Autriche connaissait avant l'annexion par l'Allemagne nazie en 1938, l'essor d'un mouve-

ment de masse nazi extrêmement puissant. Dans les provinces de Salzbourg, Carinthie et Styrie les nazis prirent le pouvoir avant même l'entrée des troupes allemandes, portés par de gigantesques rassemblements de rue. Les premières années du régime nazi se déroulèrent, pour beaucoup, dans un climat d'euphorie. Pourvu qu'ils n'étaient ni juifs, ni gitans, ni homosexuels, ni adversaires impénitents, les Autrichiens étaient traités en «Allemands». Les victoires militaires initiales galvanisaient la population, l'Autriche tirait avantage de l'exploitation des pays conquis et reçu son lot d'esclaves du travail. La spoliation des juifs, notamment à Vienne (10% de la population d'avant guerre), créa une large couche de profiteurs. La défaite du nazisme fut vécue par de nombreux Autrichiens comme un échec. L'exaltation des débuts suivi par l'endoctrinement méthodique avaient laissé des traces indélébiles. Par la suite, le nazisme parut comme une expérience, certes non renouvelable, mais qui se justifiait dans le contexte de la crise sociale d'avant guerre et dont «certains aspects avaient du bon». Cette vision s'est transmise, du moins partiellement, à travers les générations. Le paradoxe veut qu'un certain nombre de vétérans de la guerre ou personnes ayant grandi sous le régime nazi, n'ont pas osé franchir le pas et voter pour Haider, mais qu'ils ont distillé leurs souvenirs en famille. Ce qui a, entre autre, encouragé le vote pour le FPÖ des jeunes (35% des 19 à 29 ans), même si les raisons principales pour

l'attirance qu'exerce Haider sur la jeunesse masculine et non estudiantine sont plutôt à rechercher dans le contexte social et culturel actuel. En fait, c'est à une bataille entre mémoires contradictoires qu'on assiste et non pas à un oubli. Les sondages signalent les difficultés, malgré d'intenses efforts éducatifs, à faire bouger les lignes: en 1996, selon une enquête effectuée par l'Institut Fessel-GSK, 43% des personnes interrogées estimaient que le nazisme avait apporté à l'Autriche «à la fois du bien et du mal» (et 63% d'électeurs de Haider!), 1% «surtout du bien», 31% «en grande partie du mal» et 22% «que du mal». A quelques points près, ces chiffres correspondent à la fois aux résultats de sondages effectués après la guerre et à ceux réalisés, ces dernières années, en Allemagne. Résultats choquants, mais qui illustrent l'apreté de la lutte en cours autour du bilan du nazisme en Autriche et en Allemagne.

Danny Leder est journaliste autrichien, correspondant du quotidien «Kurier» à Paris.

L'œil de Willem



40 chantiers pour un nouveau siècle

Chaque samedi dans

Libération